

Les raisons de notre guerre

Autor(en): **Barone, Enrico**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **16 (1915-1916)**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-750190>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LES RAISONS DE NOTRE GUERRE

Les raisons de notre neutralité, puis de notre intervention dans l'effroyable conflit européen ont été vivement et diversement commentées. Il a été cependant peu dit ou écrit, hors d'Italie, pour exposer clairement les raisons vraies et réelles, anciennes ou récentes, de la conduite de mon pays.

J'exposerai d'autant plus volontiers ces raisons dans la revue *Wissen und Leben*, qu'elle s'adresse plus particulièrement à un public allemand: allemand par ses lointaines origines et par sa langue, mais apte à juger sereinement et sans passion, parce qu'il appartient à une noble nation, vouée par une longue tradition au plus rigoureux principe d'absolue neutralité.

* * *

Pour bien comprendre, dans sa réalité, la condition actuelle d'un peuple, il faut se représenter son état psychologique tel qu'il dérive d'une longue série d'impressions subies durant les périodes immédiatement antérieures à celles dont on entreprend l'examen.

En ce qui concerne le peuple italien, il est nécessaire de se reporter aux événements des trente dernières années, c'est-à-dire à la période durant laquelle se mûrit et s'effectua la conception de cette Triple Alliance qui, à travers diverses péripéties, dura jusqu'à ces derniers mois pour se briser ensuite dans le choc des conflits et des passions qui trouve son épilogue dans le conflit actuel. Il faut remonter à cette époque trouble, de méfiances et d'intrigues, qui de 1878, de suite après la clôture du Congrès de Berlin, va jusqu'à la constitution de la Triple Alliance, en 1883.

L'Italie, parvenue depuis peu à l'unité nationale, encore éprouvée par l'effort accompli pour sa propre reconstitution, était comptée au nombre des grandes puissances plutôt par sa position géographique, par l'extension de son territoire et par sa population que par sa force effective, politique, économique et militaire. Elle avait contre elle, d'un côté les rancunes de l'Autriche à laquelle l'effectuation de notre unité nationale avait soustrait des provinces ambitionnées, d'autre part les méfiances et les jalousies, facilement explicables, chez des nations plus anciennes contre une nouvelle venue qui visait à ses propres intérêts et progrès.

Dans son for intérieur, comme dans ses manifestations, le sentiment du peuple était encore nettement irrédentiste, si bien que l'Autriche se prit à redouter de notre part une tentative de lui enlever les terres italiennes qui lui étaient restées après la campagne de 1866. Survint alors l'occupation soudaine de Tunis, faisant surgir la crainte que la France, en étendant toujours plus sa domination sur la côte septentrionale d'Afrique, n'en vienne à enfermer l'Italie dans un cercle de fer. Puis les tristes journées d'Aigues-Mortes, qui semblaient préluder à une inimitié déclarée des Français à notre égard. La seule nation qui sympathisât alors avec nous était l'Angleterre qui pouvait, sans doute, nous donner un précieux et solide appui sur mer, mais ne pouvait suppléer — parce qu'aussi trop lointaine — à notre faiblesse en forces territoriales.

Les Italiens comprirent alors les graves dangers auxquels ils s'exposaient en persistant dans leur isolement et accueillirent les propositions de l'Allemagne, son alliée dans la dernière guerre. Comme l'Allemagne était déjà liée à l'Autriche pour une défense éventuelle contre la France et la Russie, s'unir avec elle impliquait nécessairement une union avec l'Autriche. Ainsi fut conclue la Triple Alliance.

* * *

Mais si l'alliance germanique répondait aux sympathies, aux sentiments et aux précédents politiques des Italiens, il n'en était et ne pouvait en être de même à l'égard de l'Autriche dont la domination avait, naguère, si lourdement pesé sur une partie de notre territoire, au mépris de nos indiscutables droits ethniques et nationaux.

Notre alliance avec cet empire était donc uniquement fondée sur un calcul réciproque et sur une nécessité transitoire pour chacun des contractants. Dans quelles conditions une alliance de ce genre pouvait-elle changer de nature, se consolider et se transformer en un lien plus intime et plus solide?

Il eût fallu que, de part et d'autre, on s'efforçât d'atténuer les divergences, d'éviter les froissements, de créer un nouvel état psychologique où régnât avec la confiance réciproque, l'harmonie des sentiments et des intérêts. L'Italie s'imposa cette tâche ardue et difficile, nécessitée par la nouvelle orientation politique, et y

obtint rapidement de bons résultats. Les Italiens, sans renoncer à leur idéal national, mirent un frein à leur irrédentisme et en transformèrent, dans une certaine mesure, la nature et les intentions.

Les manifestations d'irrédentisme intransigeant, selon l'ancienne formule, demeurèrent le propre d'une minorité. Etant donné leur mobile, elles provoquaient certes des sympathies, mais la grande majorité les jugeait exubérantes et imprudentes. L'illusion avait surgi qu'une nouvelle voie s'ouvrait, dans laquelle nos idéals nationaux pourraient se rapprocher et se fondre dans un plus vaste idéal de fraternité humaine.

L'on pensait — c'était une utopie, mais alors elle ne semblait pas telle — l'on pensait que si la nationalité des Italiens, encore sujets de l'Autriche, pouvait être reconnue dans la plénitude de ses droits et respectée selon sa force — ainsi que d'autres nationalités plus favorisées dans cet empire — la question de l'irrédentisme aurait été virtuellement résolue. Nos frères d'au-delà les frontières, admis à la dignité d'hommes vraiment libres, à la dignité de nation auraient été, en dépit de leur groupement peu conforme aux limites géographiques, toujours unis aux Italiens par d'indestructibles liens de fraternité. Ils auraient constitué non plus une raison fatale de discorde, mais bien plutôt un trait d'union avec l'empire austro-hongrois.

C'est ainsi que, d'une alliance occasionnelle, l'on aurait passé à un régime de bonne entente au moins pareil à celui qui, grâce à la fusion des diverses nationalités du peuple suisse, s'est effectué entre la France et la Suisse, entre la Suisse et l'Allemagne et entre la Suisse et l'Italie. Et cette conception très noble, par laquelle deux Etats se seraient efforcés de transformer en solide lien de fraternité ce qui était un constant sujet de discorde, plut et se répandit chez la grande majorité des Italiens, parce que notre irréductible sentimentalisme et notre idéalisme crurent y entrevoir un premier pas vers l'ère si profondément souhaitée dans laquelle on pourra dire des frontières ce que l'on dit des mers: que, loin de séparer elles unissent les peuples dans la fraternité de la paix, de la vertu et du travail.

Pourquoi fut-ce une utopie et pourquoi vit-on même se refroidir peu à peu nos sentiments à l'égard de l'Allemagne? Pour la simple raison qu'une telle conception ne peut se réaliser sans la

collaboration loyale de chacune des parties. Tandis que nous réprimions — et nous le faisons effectivement — jusqu'à notre sentiment unitariste envers les „terre irredente“, il eût fallu que le gouvernement de Vienne et tout le peuple de l'empire fissent preuve d'équité en reconnaissant les raisons et les droits de ces terres de nationalité italienne. Il eût fallu que ce gouvernement substituât à la notion vieillie de suprématie impériale, dans les rapports de la politique internationale, le principe d'une politique qui nulle part et d'aucune façon ne lésât les droits et les intérêts de l'Italie.

Quelle fut, cependant, la politique de l'Autriche à notre égard?

Dans les premières années — malgré les incertitudes et les méfiances — résultat inévitable des précédents entre ces Etats — les choses parurent s'acheminer fort bien. Les espérances qui étaient, au début, particulières aux cercles dirigeants et à quelques intellectuels, se généralisèrent chez les Italiens. Deux hautes mentalités, deux puissants tempéraments d'hommes d'Etat, Bismarck et Crispi, eurent le principal mérite de ces heureux débuts. Le premier, apôtre et fondateur de l'alliance par son rôle de modérateur, de conseiller influent auprès du gouvernement allié de Vienne; l'autre par son travail assidu visant à former chez les Italiens une nouvelle conscience politique. Bientôt, cependant, des indices de changement commencèrent à se manifester et s'accrochèrent progressivement jusqu'à l'évidence.

C'était le parti des intransigeants qui se réveillait en Autriche-Hongrie. Ce parti, qui, en s'annonçant comme paladin des revendications temporelles de la papauté, visait effectivement (et viserait encore, s'il le pouvait) à la ruine de notre unité nationale, trouva finalement son plus haut représentant dans la personne de l'archiduc-héritier, — chez lequel les hérédités de la maison d'Este alimentaient les rêves de domination en Italie, — et son instrument le plus aigu dans le général Conrad de Hötzen, chef de l'état-major de l'armée austro-hongroise. Deux hommes dans lesquels s'incarnait aussi le parti militariste.

Depuis la désignation de cet archiduc à la succession éventuelle au trône austro-hongrois, le peuple et le gouvernement furent toujours d'accord pour opprimer les Italiens, sujets de l'empire, et

leurs procédés donnaient lieu à de justes protestations dont on se prévalut pour de nouvelles répressions.

Ici encore, comme en Transylvanie, le gouvernement de Vienne attisait les sentiments irrédentistes par des injustices et des violences, pour en tirer les apparences propres à justifier son œuvre de constante dénationalisation dans ses terres de langue italienne. En contrariant de toutes façons les habitants de ces contrées, l'on y organisait une véritable colonisation de peuples d'autre race, principalement slaves et croates, auxquels les agents du gouvernement inculquaient des rancunes et des haines envers les Italiens. Et tout en soupçonnant l'irrédentisme à l'intérieur, l'on en faisait aussi à l'extérieur un grief contre l'Italie.

Irrédentisme, la sympathie naturelle et l'affection des Italiens pour leurs frères, sujets de l'Autriche; irrédentisme, l'appui moral que, dans les limites raisonnables et possibles, nos diplomates donnaient à ces frères en s'employant discrètement et amicalement auprès du gouvernement de Vienne afin d'obtenir pour eux une autonomie, des avantages et des garanties déjà concédées à d'autres nationalités de l'empire! En résumé, sous l'artificieux prétexte d'une vaste action irrédentiste tramée à l'intérieur et inexistante en Italie, le gouvernement et le peuple témoignèrent une hostilité continuelle à tout ce qui était italien à l'intérieur et hors de l'empire. Une hostilité qui sembla parfois atteindre l'inconscience et la folie, comme à l'époque du tremblement de terre des Calabres et de Messine, quand certaine presse austro-hongroise se réjouissait du désastre en le qualifiant de „châtiment de Dieu“ juste et bien mérité. En même temps l'archiduc-héritier et son Conrad méditaient de saisir l'occasion de notre malheur pour assaillir l'Italie.

Les mêmes dispositions se retrouvent, naturellement, dans les questions de politique internationale. C'est l'histoire d'hier et je ne m'attarderai pas à en parler. Chacun sait les multiples épisodes et les nombreuses dissensions qui, à plusieurs reprises, ont troublé notre alliance. Il suffit de rappeler la période comprise entre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et la guerre européenne, pour avoir des preuves presque quotidiennes du parti-pris politique de l'Autriche contre l'Italie.

Singulière alliée que l'Autriche qui, à la Turquie en guerre avec nous, donne protection, appui et, dit-on, même des armes, tandis qu'elle nous opposait des obstacles contribuant à prolonger le conflit et à le rendre plus âpre et onéreux. Simultanément et dans l'ombre, l'archiduc-héritier et Hötzenndorf aiguisent leurs armes en examinant l'opportunité d'accomplir, tandis que dure la guerre contre les Turcs, l'agression manquée au temps du désastre sicilien! Etrange alliée, qui vise à étendre son influence et sa domination dans la péninsule balkanique, tandis qu'elle s'oppose de toutes façons à nos très modestes demandes de concessions en Asie-Mineure. Enfin, tandis qu'elle s'entend ouvertement avec nous pour une action commune destinée à régler les affaires d'Albanie, elle emploie, en secret, des émissaires et de l'argent à saper notre œuvre et à nous créer des difficultés et des périls.

Cette alliance, ainsi comprise, pouvait-elle conserver la sympathie et l'approbation du peuple italien? On pourrait nous faire le reproche d'avoir renouvelé l'alliance, si ce fait même ne prouvait notre désir de ne pas contribuer à troubler plus gravement la paix de l'Europe, déjà plus ou moins menacée. Mais l'alliance perdait dès lors son vrai caractère et ne se justifiait plus que par le maintien de l'alliance avec l'Allemagne, estimée par les Italiens tout autrement que l'Autriche.

Tel était, dans sa réalité, l'état de la Triple Alliance quand éclata le terrible conflit qui bouleversa l'Europe.

* * *

Des voix nombreuses — les unes par ignorance, d'autres en mauvaise foi — crièrent à la trahison, quand l'Italie déclara sa neutralité et, plus encore, lorsqu'elle délibéra sur son intervention contre celles qui furent ses alliées. Ce cri fut écouté en bonne foi par d'autres qui sympathisaient avec l'Allemagne, mais qui ne connaissaient pas suffisamment l'état réel des choses et se basaient, pour en juger, sur leurs impressions plutôt que sur un mûr examen des faits, des sentiments réveillés et des intérêts en jeu.

Je ne m'étendrai pas ici sur les faits qui ont été déjà mis en lumière par notre ministre des affaires étrangères dans son dernier *Livre Vert*, ni sur les raisons qui déterminèrent notre conduite, puisqu'elles ont été loyalement et clairement exposées par notre président du Conseil, dans le magnifique discours prononcé au Capitole

aux applaudissements du peuple. Pour le but que je me propose en écrivant ces quelques pages, il suffira de mentionner quelques-unes des raisons exposées par M. Salandra et peut-être quelques autres qui ne pouvaient trouver place dans le discours d'un chef d'Etat, mais qui peuvent entrer dans les propos d'un simple citoyen tel que moi.

Avant tout, je sais pouvoir affirmer que: si l'Autriche et l'Allemagne, au lieu d'avoir provoqué la guerre, avaient été réellement attaquées, le sentiment des Italiens leur aurait été favorable et notre armée aurait combattu à leurs côtés. Nous ignorions, alors, le texte précis de notre traité d'alliance, mais nous savions qu'elle était une alliance défensive, visant au maintien du statu quo, au maintien de la paix. Nous savions que des avantages et des attributions n'y étaient prévus en notre faveur que de façon subordonnée, pour le cas où, par un trouble éventuel du statu quo, l'Autriche eût étendu son territoire. Chacun sait, aujourd'hui, que l'alliance était essentiellement défensive et le fait que deux d'entre les trois alliés avaient pris l'initiative d'une action agressive déliait le troisième de l'obligation d'y concourir s'il n'y trouvait pas d'utilité pour lui-même.

La conduite de nos alliées contribua d'ailleurs à nous mieux délier, puisqu'elles se préparèrent à la guerre et la provoquèrent — cela est désormais incontestable et incontesté — sans nous en donner même le plus lointain avertissement.

Nous aurions pu, au point de vue de *l'utilité*, nous promettre quelque avantage en prenant part à la guerre aux côtés des Austro-Allemands. La simple pression de nos troupes sur la frontière des Alpes aurait obligé la France, encore mal préparée, à immobiliser contre nous des forces considérables et aurait facilité — probablement rendu possible — l'exécution du plan allemand: une rapide invasion de la France.

La solution de la guerre en aurait été accélérée et nous aurions obtenu certains avantages, moyennant des sacrifices de sang et d'argent très inférieurs à ceux auxquels nous sommes prêts dans la guerre que nous faisons. Mais puisque les traités ne nous obligeaient pas à nous engager dans une guerre que nous n'avions ni désirée ni voulue et dont le peuple ne comprenait pas le but, notre gouvernement, tout en demeurant fidèle à l'alliance défensive,

déclara la neutralité de l'Italie dans le conflit provoqué par ses alliés.

Il est certain que nous n'étions pas obligés à *cette guerre*; *cette guerre* était impopulaire et les guerres ne se font pas — sous peine d'entraîner des ruines — quand il y manque le consentement du peuple qui doit y combattre.

* * *

La déclaration de notre neutralité, aussitôt connue, provoqua les critiques acerbes et les menaces voilées des cercles politiques et de la presse allemande. Des menaces ouvertes et de vulgaires injures coururent dans la presse et dans les cercles austro-hongrois, qui regrettaient de n'avoir pas vu s'effectuer l'agression méditée lors du sinistre de Messine et de la guerre contre les Turcs.

Les foules, qui ont parfois de soudaines aberrations, ont souvent aussi d'exactes et lucides intuitions. Le peuple italien, dès les premières rumeurs de l'opinion austro-allemande — ouvertement stimulée par ses chefs qui dans la faible concentration de nos troupes à la frontière voulurent voir des intentions agressives — notre peuple se persuada que notre neutralité n'était pas exempte de périls. Il devina que, bien loin de nous assurer la paix, elle n'aboutirait qu'à différer et à déplacer notre guerre, en nous mettant en conflit direct sinon avec nos deux alliées, à coup sûr avec l'Autriche. Mais, avant le peuple, la clairvoyance des chefs de notre politique étrangère l'avait prévu: ils ne perdirent pas de vue que, pour protéger l'Italie d'une vengeance de l'Autriche, il était indispensable d'assurer ses frontières géographiques. Elles seules garantissaient à notre pays une défense solide, impossible à obtenir sur les frontières que nous avait imposées le traité de 1866, ouvertes par la brèche du Trentin et par celle de l'Isonzo, favorables à l'offensive ennemie et de nature à rendre notre défense illusoire. Ils comprirent aussi que, pour assurer nos côtes orientales contre les menaces autrichiennes, un remaniement était nécessaire sur la rive opposée de notre Adriatique.

Ces deux conditions satisfaites, l'Italie n'avait plus aucune raison de rompre la neutralité, puisqu'une fois la frontière territoriale assurée, ses citoyens étaient en mesure de résister à un ennemi quelconque.

De là, les longs et inutiles pourparlers, dont j'estime superflu de m'entretenir, parce qu'ils furent minutieusement exposés dans les documents du *Livre Vert* et qui eurent pour phase dernière la malheureuse aventure du comte Bülow, venu chez nous pour tenter d'acheter la conscience italienne à prix d'or ou de promesses, plutôt que pour traiter.

Mais cette conscience était dès lors inébranlable: elle avait compris que l'Autriche, notre alliée d'hier, était maintenant notre implacable ennemie.

Au cours des mois que durèrent les pourparlers, un autre changement s'opéra dans notre conscience: ce fut le refroidissement marqué de nos sympathies pour l'Allemagne.

Nous sommes un peuple sur lequel les sentiments agissent puissamment; il est, par tradition, enclin au respect du droit des gens et opposé à toute forme extrême de violence. Or les vieux souvenirs, les anciennes et vives sympathies ne purent atténuer l'angoissante impression éveillée par les nouvelles formules de la politique allemande, négatrices, à la guerre, de tout droit qui ne soit celui de la force et de la violence. Elles ne purent atténuer une répugnance profonde pour les atrocités injustifiables commises en Belgique et en France. Aucune raison ne put, chez nous, expliquer des procédés de guerre inconnus même en des temps beaucoup moins civilisés que les nôtres. Chacun d'entre nous, au cours de la guerre, ressentit le coup d'une âpre désillusion: il réalisa que l'Allemagne qui se manifestait à présent n'était plus celle que nous avions appris à aimer et à respecter, l'Allemagne des historiens, des philosophes et des hommes politiques réellement grands. Elle n'était, au contraire, plus qu'une Allemagne de politiciens infatués et de militaristes dans le sens le plus cruel du mot, qui n'hésitaient pas à bouleverser l'Europe en menaçant la paix du monde entier.

En remontant aux plus lointains précédents et en suivant ensuite la trace des événements, j'ai cherché à mettre brièvement en lumière, devant les lecteurs de cette revue hospitalière, nos péripéties et les inévitables modifications de l'état psychologique de notre peuple. Je voudrais que chaque lecteur en jugeât avec sérénité. Qu'il se place dans les conditions successives où la suite des événements politiques a fait passer nos esprits et qu'il se pose

ce problème: la guerre était-elle inévitable pour l'Italie? Comment et à quel prix pouvait-elle être évitée? Il parviendra certainement à la conclusion où nous sommes tous arrivés en Italie: que la guerre était désormais inévitable pour nous. Tout au plus pouvait-on la remettre de quelque temps, mais tout à notre détriment et à l'avantage de nos ennemis.

Elle aurait éclaté plus tard, inévitablement, dans l'isolement que la neutralité nous eût créé. On aurait tenté, alors, de nous reprendre ce que nous eussions reçu en vertu d'un traité.

C'est pourquoi la guerre se fait maintenant, son heure étant là.

Nous pouvons dire avec un patriotique orgueil que le peuple italien est à la hauteur de sa tâche.

Avec une même foi il a suivi ses guides dans leur œuvre politique et concouru à la rapide et admirable préparation militaire, vrai miracle accompli sous la savante direction du général Cadorna. Avec une foi plus intense encore, si possible, le peuple italien prodigue maintenant son sang dans les rangs de l'armée et sur les navires de la flotte, son activité dans les travaux civils, sa vertu dans les familles. Il a devant les yeux un haut idéal de civilisation qui dépasse ses frontières et il tend la main à tous les peuples pour lesquels sont sacrées les raisons de la liberté humaine et du droit des gens.

ROME

ENRICO BARONE



FÜR MEINEN SOHN

Von LEO VON MEYENBURG

Wenn deine Mutter dich auf ihre Kniee stemmt
Und du mit deinen runden Gliedern Sonne fängst,
Dein junges Blut Extase in die Wangen schwemmt
Und du verlangend nach dem Lichte drängst,
Dann wird in deiner enthusiastischen Gebärde
Das Leben unumschränkte Wahrheit vor dem Licht,
Dann fühl ich, wie der primitive Sinn der Erde
Aus deiner überzeugten Geste bricht.

